

# L'OTAN

L'OTAN est une organisation de sécurité et de défense « parmi d'autre » avec l'UEO (Organisation de l'Europe Occidentale qui a toutefois cessée d'être car ses missions ont été agrégées à la politique de défense commune que tente de mettre en place les États de UE ; elle est devenue l'Organisation de Sécurité et de Défense Européenne. L'OSDE a été créée à l'initiative française en 1954.

L'OTAN résulte du système mis en place par la Charte des Nations Unies en 1945 ; il s'agit dans le cadre de cette charte de favoriser deux principes entre les États ex-belligérants et maintenant entre les États du monde ; un système de légitime défense au profit des États membres de l'ONU, et de favoriser le principe du règlement pacifique des différends, notamment avec l'aide de la CJI, l'usage de forces d'interpositions...

Le tout sert à aider le UNSC à perpétrer des actions de maintien de la paix dans les États où elle est menacée.

On pourrait dire de l'OTAN (image réductrice) est un peu le bras armé de l'ONU. Car elle est très focalisée sur la sécurité et la défense.

## Section 1 : La création et la composition de l'OTAN :

Cette organisation a été créée à l'initiative des États-Unis pour protéger les États d'Europe occidentale face au bloc soviétique. Cette organisation est donc directement issue de la guerre froide. Le traité de Washington crée l'OTAN le 4 avril 1949 par 12 États (États-Unis, Canada, Belgique, Danemark, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, France) ils sont maintenant plus d'une vingtaine ; les autres États se sont ajoutés progressivement, la Turquie, la RFA et la Grèce dans les années 1950 ; dans les années 1990 on a l'entrée de certains PECO, depuis 2004 on a les autres. Donc 21 États composent l'OTAN actuellement.

Elle a été largement favorisée en 1949 par l'échec de la CED, mais elle a accentué son poids en matière de défense dès lors qu'elle s'est trouvée seule solution pour les États membres.

La CED était un projet de créer une défense commune entre les États européens, de mettre un peu une armée européenne, et on aurait donc réarmé l'Allemagne, ce réarmement se serait fait sous contrôle de la CED, donc sous contrôle d'institutions communes européennes et d'un commandement commun. Le projet a été signé à Paris en 1954 et a été repoussé lors de la ratification par le parlement. On a donc abandonné cette idée, ce qui a donné un regain d'intérêt à l'OTAN. La CED n'étant conçue qu'au profit de l'Europe.

Ainsi, l'Allemagne n'a vu son réarmement qu'à la création de l'UEO en octobre 1954 et qui n'est en fait qu'une organisation de coopération par opposition à la CED qui aurait été une organisation d'intégration. Ce qui a ensuite permis l'intégration à l'OTAN de la RFA en 1955.

De nos jours, cette organisation a vu ses bases s'élargir, mais pas de manière simple, l'OTAN s'est heurtée à l'opposition de la Russie qui a essayé pendant un certain temps de maintenir son influence sur le bloc de l'Est. Ces nouvelles démocraties ont très vite été tentées par le système d'intégration européen, mais il y eu un autre facteur d'inertie interne aux États pour l'intégration à l'OTAN qui a été l'adaptation aux standards militaires utilisés par les armées de l'OTAN.

Enfin, un troisième frein à l'élargissement de l'OTAN, tenant à certaines difficultés vécues au sein des pays d'Europe de l'Est, ce sont déroulées voire persistent un certain nombre d'événements favorisant une instabilité politique comme des luttes internes, ou avec des minorités ayant donné lieu à des conflits ouverts.

L'extension des bases de l'organisation s'est faite en plusieurs étapes ; en 1999 l'entrée de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchéquie, leur adhésion a nécessité un certain nombre d'étapes juridiques ; d'abord, une mise en conformité de leur système de communication, puis une adaptation aux normes techniques de l'OTAN.

En 2002 a débuté un processus d'adhésion de 7 pays (Slovénie, Slovaquie, Estonie, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Bulgarie) ; c'est la 5<sup>ème</sup> vague d'élargissement de l'alliance (alliance atlantique = OTAN). En ce moment, il y a trois États qui frappent à la porte et qui font l'objet d'une procédure (Albanie, Croatie, la République yougoslave de Macédoine), ils sont actuellement membres d'un plan d'action pour l'adhésion, ils sont donc simplement pays partenaires pour le moment.

En 2006 s'est tenue à Riga un sommet entre les chefs États et de gouvernements membres de l'alliance, et qui dit qu'à partir de 2008, il allait falloir ouvrir encore plus grande la porte de l'alliance à tout pays pouvant satisfaire aux normes de l'OTAN.

Le processus d'élargissement au sein de l'OTAN est donc continu, fondé sur un article du traité de Washington.

Pour entrer dans l'OTAN, les États candidats sont invités par le Conseil de l'Atlantique Nord (principale instance de décision de l'OTAN, composé des représentants des États) à présenter leur demande d'adhésion, et vont s'établir des relations juridiques entre le candidat et l'OTAN, relations placées sous l'autorité du conseil, mais qui vont surtout être dominées par le secrétaire de l'organisation (fonction représentative) ; puis placées sous la direction de comités spécialisés dans les questions de défense.

## Section 2 : Les missions de l'OTAN :

Un objectif initial qui était de lutter contre une éventuelle attaque de l'URSS, en mettant en place un système de légitime défense. Depuis la chute du mur se sont ajoutées des missions ayant pour but de garantir la paix.

### Les missions initiales de l'OTAN :

Pour prévenir les États membres de l'organisation de tout conflits, ceux-ci sont soumis à certaines obligations ; parmi celles-ci, la plus importante est qu'ils doivent recourir à un mode de règlement pacifique de leurs différends.

Ceci veut dire qu'avant d'être en litige entre eux ou avec d'autres, ils doivent donc en temps de paix définir une doctrine stratégique commune tout comme leur revient de développer des moyens militaires pour assurer une présence américaine en Europe et organiser des exercices militaires conjoints. Cette présence dans les années 1950 était supposée être une condition au bon ordre, elle suppose aujourd'hui être une condition de la vie de l'organisation.

Par ailleurs, les États sont soumis à une obligation dès l'origine des autres parties au traité quand l'intégrité du territoire ou l'indépendance politique est menacée, tout simplement pour que l'État membre trouve les moyens adaptés pour ce défendre.

L'alliance met donc en place un système de légitime défense collective rentrant dans le cadre de la Charte des Nations Unies ; ce système fait que dans l'hypothèse où l'un des membres de l'alliance est victime d'une intervention armée, les autres membres s'engagent à lui porter assistance par tous les moyens de leurs choix, y compris par l'emploi de la force. Mais, cela n'est pas entièrement distinct de l'action de l'ONU. Une action doit cesser quand le UNSC prend des mesures qui s'imposent pour rétablir la paix et aussi la sécurité internationale.

Le système mis en place est dissuasif, il laisse penser que toute agressivité peut donner lieu à une riposte collective, et que toute agressivité est confrontée à un système de défense.

Ce système, à part les interventions de l'OTAN par d'autres biais notamment celui de l'interposition, a été effectivement mis en place la première fois après le 11 septembre 2001 aux USA et dans la méditerranée.

La France s'est partiellement retirée de l'alliance (depuis 1966), le Général de Gaulle a partiellement retiré la participation de la France car il considérait qu'il fallait que la France définisse sa propre stratégie militaire et qu'elle ait la maîtrise de son arme nucléaire. Ceci jusqu'en 1989.

nous avons donc été en marge qualitativement (nous ne dépendions pas du commandement intégré) et quantitativement (nos forces ne participaient pas aux forces de l'OTAN) ; les USA dès 1966 ont cessé d'utiliser notre sol pour établir des bases militaires.

### Des missions actualisées :

Depuis la politique de détente et donc surtout depuis 1989, l'OTAN a quand même été obligée de redéfinir son rôle pour justifier son existence. Après plusieurs sommets entre les représentants des chefs d'États et de gouvernement, l'OTAN a pris acte d'un certains nombres de problèmes auxquels l'Europe est confrontée ; ces problèmes sont notamment celui des minorités dans certains pays, celui du surarmement où la course à l'armement est une course économico-politico-

financière ; outre cela, le constat d'un changement économique profond et donc d'une organisation du monde, d'une géopolitique totalement différente, on parle dès l'hors d'axe nord/sud ou de PED/PDI.

Le terrorisme et toutes les implications qu'il comporte.

Ce qui fait que par rapport à tout ça, l'OTAN a été confrontée sur l'ensemble du continent à la nécessité de mener des opérations de maintien de la paix sur le territoire européen. Agir dans le cadre de ces opérations a pu avoir pour conséquences que l'organisation intervienne dans les crises internes des États. C'est ainsi qu'il y eu des opérations d'interventions ayant pour conséquence une ingérence dans les affaires des États ; c'est ainsi que l'OTAN a été considérée comme un « appendice » des UN en Europe. L'OTAN a par exemple eu plusieurs rôles dans le conflit Yougoslave, surveillance de l'embargo, envoi de forces pour aider les forces onusiennes. Ensuite, ce sont les problèmes posés par le Kosovo qui ont permis aux États de s'accorder sur les missions de l'OTAN. L'OTAN a participé à la surveillance des engagements concernant le retrait serbe du Kosovo, il revenait aussi à l'alliance de protéger les observateurs envoyés ou par l'ONU ou par toute autre organisation internationale voire toute ONG. Là, un rôle de « garde du corps ». Dans un rôle un peu plus actif, les États de l'OTAN considèrent qu'il est possible de déployer des frappes aériennes pour protéger certaines zones, le but étant le rétablissement de la paix par l'intervention de l'alliance dans un conflit interne.

L'intervention de l'OTAN dans un conflit interne à un État était certes pour maintenir la paix, mais dans le cas de l'ex-Yougoslavie d'un État non-membre, dans le cadre d'un conflit interne à cet État.

On peut donc se demander si ces nouvelles missions ne violent pas le principe de non-ingérence. Protection des droits de l'homme, sécurité internationale, action de droit humanitaire, protection de zones... toutes ces opérations se sont déroulées en parallèle de l'action de l'ONU, voire conjointement. S'est après la fin du conflit Yougoslave que l'on s'est rendu compte que l'OTAN avait participé comme bras armé de l'ONU, même si au départ ce n'étaient pas des actions parallèles.

Un autre exemple est l'assistance de l'OTAN à l'Union Africaine (UA) au Darfour. L'UA a demandé une aide pour aider au maintien de la paix au Darfour et surtout pour assurer le transport aérien des soldats de l'UA qui sont des soldats de même nature que les casques bleus onusiens. L'UA a de plus demandé une contribution à la formation de ses soldats. L'OTAN a accepté de l'aider jusqu'à la fin juin 2007. Dans les faits, l'OTAN aide au rapatriement des soldats, des policiers, et elle aide à les former. Environ 30 000 rapatriés et amenés sur zone.

Dernier exemple qui est celui de l'Afghanistan ; comment et en quoi l'OTAN est-elle encore présente en Afghanistan ? L'OTAN est un élément essentiel de l'engagement de toute la communauté internationale ; l'alliance aide les autorités afghanes à instaurer la sécurité, à stabiliser le régime et à reconstruire le pays. L'OTAN participe activement à la rédaction d'un plan quinquennal conclu entre le gouvernement afghan et la communauté internationale ayant pour objet de rétablir une gouvernance légitime dans le pays. L'OTAN dirige donc la FIAS (Force Internationale d'Assistance à la Sécurité) qui a pour but d'aider au maintien de l'ordre ; le second axe d'action est qu'il y a un haut représentant civil qui assure la liaison entre le gouvernement afghan, les OI et les pays voisins ; dernier axe, l'OTAN a monté tout un programme de coopération visant à réformer la défense de l'Afghanistan.

### Section 3 : Les structures de l'OTAN :

Le siège de l'OTAN se trouve à Bruxelles, et dans le sens de la nature même de l'organisation, elle comporte des structures civiles et militaires.

La structure civile :

A la tête de cette structure figure le Conseil de l'Atlantique Nord qui est l'organe suprême de l'organisation, présidé par le secrétaire général de l'OTAN qui a des tâches de représentation à l'extérieur. Ce conseil se réunit une fois par semaine au niveau des représentants permanents de chaque État qui ont un rang d'ambassadeur. Deux fois par an se tiennent une réunion du Conseil de l'Atlantique Nord entre les ministres des affaires étrangères. Les chefs d'États et de

gouvernements se réunissent en Conseils Extraordinaires, les décisions prises sur les questions de politique délicates sont prises à l'unanimité.

A côté de ce conseil figurent une vingtaine de comités qui assistent le conseil, ainsi que des groupes d'experts par exemple des comités des plans de défense ; le groupe des plans nucléaires. Ce genre de comités ou de conseils se réunissent régulièrement et deux fois par ans entre ministres de la défense.

Par rapport à cette organisation, le SGOTAN a une tâche de coordination, de représentation de l'organisation, il dirige l'administration de l'organisation, il coordonne les actions de l'OTAN et les relations entre les États.

La structure militaire :

Celle-ci prend la forme du comité militaire qui est l'organe militaire suprême et qui est placé sous l'autorité du Conseil de l'Atlantique Nord, cet organe est l'organe militaire suprême ; il est responsable des activités militaires, il adresse des recommandations aux commandements alliés ; de plus, il assure des activités et une fonction de conseil auprès du Conseil de l'Atlantique Nord et auprès des comités et groupes d'experts. Ces réunions sont permanentes, elles se font au niveau des représentants militaires de chaque États ; et deux fois par ans, elles se font au niveau des chefs d'état major de chaque États membres. Rien de bien différent que les missions d'une organisation de coopération.

Il existe un état major international intégré, composé de personnels militaires des États, représentants au plus haut niveau. Il aide le conseil militaire dans l'exécution de ses décisions défensives, d'interpositions... les commandements de l'OTAN mettent en œuvre les plans de défense résultant des travaux des comités de défense ; dans le cadre de ces plans de défense, il y a des choses traditionnelles tel l'entraînement et la coordination des forces issues des différents États. Il dirige les opérations militaires dans l'hypothèse d'une crise. Il y a eu un allègement de la structure institutionnelle, on essaye de donner à cette structure de commandement un aspect plus conforme à la réalité d'une vie d'entraînement courante et d'une absence de crise ouverte sur le continent européen.

L'OTAN a développée une coopération renforcée, notamment avec la Russie puisqu'a été créé en 2002 un organisme de concertation appelé le COR (Conseil OTAN Russie), pour se concerter et coopérer dans le cadre d'actions conjointes pour maintenir la sécurité dans la région euro-atlantique, et donc d'associer la Russie à ce processus.

Là s'est donc intensifié la lutte commune entre l'OTAN et la Russie dans le COR, la lutte contre le terrorisme, et des discussions qui ont des conséquences sur la maîtrise de l'armement.

Au côté de l'OTAN, l'UEO qui est une organisation longtemps restée dans l'ombre de l'OTAN, car ses membres sont les mêmes que l'OTAN, sauf les USA, et donc, elle faisait doubler avec l'OTAN, cette organisation a été réactivée par la signature du traité de Maastricht en 1992 dans le but de permettre l'intégration progressive des nouveaux États qui allaient former l'UE. Il y a un état major commun aux États, des structures communes militaires, mais, il est prévu dans le traité de Maastricht que lorsque les États européens seront parvenus à définir une politique européenne de défense, l'UEO n'aura plus aucune raison d'exister. Petit à petit, elle transfère ses compétences à l'UE en s'associant à elle dans la gestion de certaines crises ; par exemple en Macédoine avec l'aide de l'UEO.